



La monnaie face aux cloisonnements disciplinaires

Un plaidoyer pour une approche interdisciplinaire
à partir des travaux sur le « trueque » argentin

Hadrien Saiag

CNRS (IIAC/LAIOS, EHESS)

Sociétés politiques comparées

38, jan.-avr. 2016

ISSN 2429-1714

Article disponible en ligne à l'adresse : http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia3_n38.pdf

Citer le document : Hadrien Saiag, « La monnaie face aux cloisonnements disciplinaires. Un plaidoyer pour une approche interdisciplinaire à partir des travaux sur le *trueque* » argentin », *Sociétés politiques comparées*, 38, jan.-avr. 2016.



LA MONNAIE FACE AUX CLOISONNEMENTS DISCIPLINAIRES
UN PLAIDOYER POUR UNE APPROCHE INTERDISCIPLINAIRE
À PARTIR DES TRAVAUX SUR LE « TRUEQUE » ARGENTIN
Hadrien Saiag

Cet article dresse un état des lieux des regards portés sur la monnaie par différentes disciplines des sciences sociales, à partir d'une revue de la littérature dédiée au *trueque* argentin. Ce terme, que l'on peut traduire littéralement par « troc », désigne un ensemble de monnaies locales disséminées sur le territoire argentin, qui connurent leur apogée au moment de la crise de 2001-2002. Ces monnaies sont nées en 1995, lorsque trois militants écologistes ont proposé à leurs voisins d'échanger les biens dont ils n'avaient plus usage sans recourir à la monnaie nationale – le peso –, en se rendant chaque semaine au domicile de l'un d'entre eux. Durant les premiers mois, le *trueque* a pris la forme d'un système de compensation des dettes dans lequel chaque participant était détenteur d'un compte, libellé en *crédito* (du nom de cette nouvelle monnaie), qui était crédité à chaque vente et débité à chaque achat. Cette expérience a connu un succès rapide, du fait de l'intérêt qu'elle a rencontré de la part des médias et de l'appauvrissement de la classe moyenne argentine, touchée de plein fouet par le chômage et la flexibilisation du marché du travail. Les fondateurs du *trueque* ont alors remplacé le système de compensation des dettes par l'émission de billets libellés en *crédito* : dans un premier temps, ils ont contrôlé personnellement l'émission monétaire (50 *créditos* étaient octroyés à chaque nouveau participant), mais la concentration du pouvoir d'émission dans les mains de quelques-uns a rapidement aiguisé les tensions. Ainsi, à l'initiative d'Eglises, de représentants locaux de partis politiques, d'ONG ou de mouvements d'éducation populaire, ont émergé entre 1995 et 2002 une multitude de monnaies locales dénommées *trueque*. Certaines de ces initiatives sont restées strictement locales ; d'autres, au contraire, se sont diffusées sur l'ensemble du territoire argentin. Parmi les expériences les plus significatives, on peut citer celles du Réseau global de *trueque* (RGT), au sein duquel l'émission monétaire était entièrement centralisée, du Réseau de *trueque* solidaire (RTS), qui fédérait plusieurs réseaux régionaux émettant leur propre monnaie, et du Réseau de *trueque* de la zone ouest (RTZO), très actif dans l'ouest de l'agglomération de Buenos Aires. Le *trueque* a réuni jusqu'à 2 500 000 participants entre 2000 et 2002¹, avant d'entrer dans une crise profonde au cours de la seconde moitié de l'année 2002².

En prenant appui sur la littérature dédiée au *trueque*, nous chercherons à comprendre comment se structure la production scientifique sur la monnaie dans les sciences sociales. Cette littérature nous est précieuse, car elle regroupe des économistes issus du courant dominant, des institutionnalistes, des historiens, des sociologues, des anthropologues, des politistes qui ont tous analysé un même objet. Nous avons préféré porter notre regard sur ces textes plutôt que sur la littérature spécialisée sur la monnaie³, afin d'analyser tant les conceptions de la

¹ E. Ovalles, « Argentina es el país del mundo en el cual el fenómeno del trueque tiene mayor dimensión social », rapport du Centro de Estudios Nueva Mayoría, Buenos Aires, 2002, disponible sur <http://www.nuevamayoria.com/invest/sociedad/cso080502.htm>.

² Pour une reconstitution détaillée de l'histoire du *trueque*, voir H. Saiag, *Monnaies locales et économie populaire en Argentine*, Paris, Karthala, 2016, chapitre 1 et « Le *trueque* argentin ou la question du fédéralisme monétaire », *Revue française de socio-économie*, 12 (2), 2013, pp. 69-89.

³ La littérature sur ce sujet est trop abondante pour être traitée ici. Pour une analyse de la diversité des conceptions de la monnaie véhiculée en anthropologie, voir B. Maurer, « The anthropology of money », *Annual Review of Anthropology*, 35, 2006, pp. 15-36 et K. Hart et H. Ortiz, « The anthropology of money and finance : between ethnography and world history », *Annual Review of Anthropology*, 43 (1), octobre 2014, pp. 465-482 ; en sociologie, voir N. Dodd, *The Social Life of Money*, Princeton, Princeton University Press, 2014 ;

monnaie véhiculées par les différentes disciplines que les silences de certaines d'entre elles sur les questions monétaires. En effet, interroger conjointement ces productions de concepts et ces silences permet d'éclairer les hiérarchies qui structurent la recherche scientifique relative à la monnaie, en distinguant les disciplines qui produisent le savoir autorisé en matière monétaire et celles qui le véhiculent sans le contester, et en montrant comment ce savoir est contesté aux interstices des différentes disciplines.

Dans cet article, j'avance deux arguments, développés autour de quatre sections. Le premier met en exergue la prégnance des cloisonnements disciplinaires qui contribuent à évincer le politique du savoir autorisé sur la monnaie. Ainsi, le *courant dominant*⁴ en économie détient un quasi-monopole sur la production de ce savoir car, bien que peu nombreuses, ses publications sur le *trueque* ont exercé une influence considérable en faisant de la monnaie un « médium des échanges » permettant de dépasser les inconvénients du troc. La plupart des sociologues, anthropologues et politistes ont reproduit cette conception de la monnaie, tout en s'intéressant à certaines dimensions politiques du *trueque*, saisies à travers l'analyse des formes de socialisation qu'il donne à voir. Mon deuxième argument consiste à plaider pour un dépassement des cloisonnements disciplinaires, afin de souligner les dimensions politiques de la monnaie. Pour ce faire, je présenterai d'abord les apports d'un groupe d'économistes hétérodoxes, d'une sociologue et d'un historien qui ont abondamment pratiqué l'interdisciplinarité. En concevant la monnaie comme un système d'évaluation et de règlement des dettes susceptible de revêtir des formes diverses dans l'espace et dans le temps, ces auteurs insistent sur le rapport de la monnaie au pouvoir et à la constitution de micro-communautés politiques. Leurs travaux présentent des avancées considérables, mais, en s'adressant principalement aux économistes du *courant dominant*, ils tendent à isoler les dimensions politiques de la monnaie du contexte plus large dans lequel le *trueque* est immergé. Ainsi, la dernière partie de l'article suggère quelques pistes en vue d'approfondir les collaborations existantes entre institutionnalistes, sociologues et anthropologues qui portent un regard critique sur l'économie, afin de rendre compte du rôle de la monnaie dans l'enchevêtrement des processus à l'œuvre dans la constitution de communautés politiques.

LA MONNAIE COMME « MÉDIUM DES ÉCHANGES » : UNE TENTATIVE DE DÉPOLITISATION

Les recherches menées sur le *trueque* par les économistes qui ne pratiquent pas l'interdisciplinarité sont symptomatiques à deux égards du traitement réservé à la monnaie par la science économique. Le premier trait marquant de cette production est qu'elle est extrêmement réduite, puisqu'elle se limite à deux articles⁵. Le peu d'intérêt qu'a rencontré le *trueque* chez ces économistes reflète le traitement réservé à la monnaie par la science économique : cet objet est très peu étudié, car il est considéré comme un voile neutre jeté sur la sphère dite « réelle » où sont déterminés les prix relatifs (c'est-à-dire les rapports de prix entre les biens). Cette conception de l'économie repose sur le postulat selon lequel les biens sont intrinsèquement porteurs de valeurs, et que les rapports de prix (les prix relatifs) traduisent les rapports de valeurs des biens échangés. La monnaie est donc secondaire dans ce type d'approche, dans la mesure où elle n'influence pas la fixation des prix relatifs :

en économie, B. Théret, « Du keynésianisme au libéralisme. La place de la monnaie dans les transformations du savoir économique autorisé », *Revue de la régulation*, 10, automne 2011.

⁴ Cette expression renvoie aux courants de la science économique qui avancent que l'économie peut être comprise à partir de l'agrégation de comportements individuels d'optimisation suivant des lois valables en tout lieu et en tout temps, sans référence aux rapports de pouvoir ou d'autorité. Dans la suite du texte, les expressions « science économique » et « courant dominant » sont utilisées comme synonymes. Pour une analyse plus poussée, voir B. Théret « Du keynésianisme au libéralisme... », art. cité.

⁵ M. Colacelli et D. Blackburn, « Secondary currency : an empirical analysis », *Journal of Monetary Economics*, 56 (3), 2009, pp. 295-308 et M. Krause, « Las limitaciones del trueque », dans S. Hintze (dir.), *Trueque y economía solidaria*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2003.

« Il est dans [la] logique propre [des théories de la valeur] de construire un cadre théorique au sein duquel la monnaie ne joue qu'un rôle parfaitement accessoire. En effet, la seule mobilisation du principe de valeur ne suffit-elle pas à fournir une réponse aux deux questions essentielles que pose l'échange marchand ? À la question "Pourquoi les biens s'échangent-ils ?", cette théorie répond : "Parce qu'ils contiennent de la valeur", tandis qu'à la question : "Selon quel rapport les biens s'échangent-ils ?" elle répond "Selon le rapport de leurs valeurs". En conséquence, la monnaie ne s'y introduit qu'après coup, c'est-à-dire après que toutes les questions essentielles ont trouvé leur réponse. On ne saurait mieux dire son inutilité conceptuelle⁶. »

Ensuite, les articles de Martín Krause et de Mariana Colacelli et David Blackburn traitent de questions monétaires sans remettre en cause l'individualisme méthodologique qui fonde la science économique. Pour ce faire, ils reprennent presque point par point la thèse avancée par Karl Menger⁷, qui fait naître la monnaie des pratiques d'échanges privées et décentralisées. Pour cet auteur, le point de départ de la genèse historique et conceptuelle de la monnaie est le troc : chaque individu échange directement sa production contre le bien qu'il désire consommer ; puis la monnaie émerge progressivement en tant qu'intermédiaire des échanges, certains individus préférant vendre leur production contre une marchandise qu'ils ne souhaitent pas consommer mais qui possède un plus grand degré de « liquidité » (*saleableness*), et qu'ils pourront ainsi plus facilement revendre contre le bien qu'ils recherchent. Tous les individus adoptant la même stratégie, le bien en question devient un « médium des échanges » accepté de tous. Ce faisant, il permet de dépasser le problème de la « double coïncidence des besoins » en s'interposant entre l'acte de vente (des biens produits) et celui de l'achat (des biens à consommer). C'est également ce que soulignent Colacelli et Blackburn, de manière plus lapidaire :

« Depuis les premiers écrits des économistes classiques, il est entendu que la fonction essentielle de la monnaie est son rôle de médium des échanges. L'utilisation d'échanges monétaires aide à dépasser les difficultés associées au troc pur dans les économies où les échanges ne sont pas centralisés à travers un marché parfait et sans friction⁸. »

Mais, au-delà de la popularisation de l'approche de la monnaie comme un « médium des échanges », le trait principal de ces deux articles est de rendre compte de la cohabitation du peso et du *crédito* sans se référer à ses dimensions politiques. Ainsi, l'article de Colacelli et Blackburn entend montrer que la cohabitation de ces deux monnaies peut être vue comme la conséquence de stratégies de maximisation d'agents qui possèdent un accès restreint au peso. Pour ce faire, ils testent empiriquement un modèle dit de « prospection monétaire » (ou de *search*), développé par Nobuhiro Kiyotaki et Randall Wright⁹, qui prévoit la possibilité, sous certaines conditions, d'un équilibre à plusieurs monnaies. Le modèle proposé par Colacelli et Blackburn prend pour acquis la cohabitation du peso et du *crédito* et propose de déterminer dans quelles conditions les individus accepteront d'être réglés dans une monnaie de moins bonne qualité que le peso. Ils partent de l'hypothèse selon laquelle chaque individu produit un bien X mais en consomme un autre, dénommé Y. Aucune « double coïncidence des besoins » n'est donc possible, puisque le producteur du bien Y recherche le bien Z mais ne pourra vendre sa production qu'au producteur du bien X. L'objectif du producteur du bien Y est donc de céder sa production au producteur

⁶ A. Orléan, « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial », dans F. Lordon (dir.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

⁷ K. Menger, « On the origin of money », *The Economic Journal*, 2 (6), 1898, pp. 1309-1321.

⁸ M. Colacelli et D. Blackburn, « Secondary currency : an empirical analysis », art. cité, p. 63.

⁹ N. Kiyotaki et R. Wright, « A search-theoretic approach to monetary economics », *The American Economic Review*, 83 (1), hiver 1993, pp. 63-77.

du bien X moyennant le transfert d'une certaine quantité de pesos ou de *créditos*, qu'il transférera ensuite au producteur du bien Z, en échange de la production de ce dernier. La tâche de chaque vendeur consiste à choisir s'il accepte d'être payé dans l'une ou l'autre des monnaies, tout en sachant que l'individu qui possède le bien qu'il souhaite consommer n'acceptera que l'une de ces monnaies en paiement. Une fois ces hypothèses mises en équation, la maximisation de l'utilité de l'ensemble des individus détermine les conditions d'acceptation partielle du *crédito* : dans ce cas, elle dépend négativement de la proportion de détenteurs de pesos dans l'ensemble des individus et des coûts de transaction associés au *crédito*. Dans un second temps, Colacelli et Blackburn montrent que les variables qui permettent d'expliquer le recours au *trueque* sont bien celles avancées par leurs modèles, grâce à des données statistiques sur les participants au *trueque* et les voisins de deux *ferias*, recueillies à partir de deux séries de questionnaires établis en 2002 et 2003. En effet, ils observent que plus la proportion de voisins aux revenus inférieurs à 150 pesos est faible, plus les *créditos* sont acceptés. Les coûts de transaction sont approchés à travers les mesures de sécurité des *créditos*, la structure nationale ou locale des réseaux (la surveillance des premiers est considérée comme plus difficile) et le niveau d'étude des coordinateurs (les coordinateurs les plus éduqués sont censés organiser le mieux l'activité). L'intégration de chacune de ces variables montre que plus les coûts de transaction des *créditos* sont importants, moins le *crédito* est accepté dans l'ensemble de la population. Derrière les équations, le message est donc relativement simple et se résume ainsi : le degré d'acceptation du *crédito* dans la population dépend de l'utilité qu'en retirent ses utilisateurs, qui résulte à son tour de la rareté relative du peso et de la qualité du *crédito*.

L'article de Krause va plus loin encore dans l'éviction du politique des questions monétaires, puisqu'il voit dans le *trueque* un moyen de soustraire à l'État tout pouvoir discrétionnaire en matière de politique monétaire. Pour Krause, l'action de l'État sur la monnaie est en effet contraire à la conception libérale de la justice distributive, car elle se traduit par une hausse des prix qui avantage les débiteurs au détriment des créanciers¹⁰. Pour cet auteur, le *trueque* peut restreindre le champ des actions possibles de l'État sur la monnaie si deux conditions sont réunies. La première est que le *crédito* constitue une monnaie moins inflationniste que le peso ; pour cela, Krause recommande aux responsables du *trueque* de ne pas agir sur la masse monétaire en circulation, afin de laisser les prix se stabiliser à partir de la rencontre de l'offre et de la demande de biens. La seconde est de rendre le *crédito* librement convertible en peso, et vice-versa, pour que ces deux monnaies soient effectivement mises en concurrence : si ces deux conditions sont réunies, la concurrence entre monnaies obligera les gestionnaires de la monnaie la plus inflationniste à faire preuve de plus de rigueur en matière d'émission monétaire, car les individus seront capables de se protéger contre l'« impôt inflationniste » en faisant jouer la concurrence entre les « médiums des échanges ».

REPOLITISER LE *TRUEQUE* SANS TOUCHER À LA MONNAIE

Malgré le peu d'attention portée au *trueque* par la science économique, l'approche de la monnaie en tant que « médium des échanges » a profondément marqué la production scientifique relative à cet objet. En effet, la plupart des sociologues, des anthropologues et des économistes se revendiquant du marxisme ont emboîté le pas de manière paradoxale à ces économistes en estimant que le *trueque* permettait de retrouver une « bonne monnaie » en la réduisant à son rôle de médium des échanges.

¹⁰ Ce raisonnement prend appui sur une lecture de l'équation quantitative de la monnaie qui veut que le produit de la masse monétaire (M) et de sa vitesse de circulation (V) soit égal au niveau général des prix (P) multiplié par la quantité de biens disponibles (Q) : $M \times V = P \times Q$. Il s'agit d'une lecture particulière, car pour qu'un accroissement de M se traduise nécessairement par un accroissement de P, il convient de supposer que Q et V sont constants.

Le *trueque* comme réponse à l'exclusion monétaire

Certains économistes se référant plus ou moins directement aux travaux de Karl Marx ont proposé une lecture plus politique du *trueque*, en le situant dans une réflexion critique sur les transformations du capitalisme argentin depuis la dernière dictature militaire (1976-1983). Cette littérature a été marquée par la publication, par José Luis Coraggio, du premier article consacré au *trueque*¹¹, dans lequel cet auteur voit le symptôme d'une crise sociale profonde, marquée par l'exclusion des secteurs populaires de l'accès au peso. Un processus qui s'est considérablement accéléré au cours des années 1990, lorsque le gouvernement argentin a instauré un régime dit de « convertibilité » faisant du peso un équivalent du dollar états-unien dans les transactions internes, limitant drastiquement ses facultés d'émission monétaire¹². A partir de la crise brésilienne de 1997-1998, ces contraintes se sont traduites par une contraction de la masse monétaire en peso qui a touché de plein fouet les secteurs populaires et les classes moyennes ayant perdu les emplois stables et protégés qu'elles occupaient auparavant. En insistant sur la dynamique d'exclusion qui a caractérisé le capitalisme argentin de la décennie 1990, Coraggio associe le *trueque* à l'économie populaire, qu'il définit comme un ensemble d'institutions et de pratiques orientées vers la reproduction des unités domestiques. Il s'agit d'un refuge pour les exclus, en marge du capitalisme :

« Le *trueque* surgit également lorsque de larges secteurs de la population sont relégués à la marge du marché capitaliste du fait de leur manque de revenu monétaire, alors qu'ils possèdent des ressources productives (travail et moyens de production) avec lesquelles ils peuvent produire des biens et services capables de satisfaire leurs besoins, bien que ceux-ci ne soient pas compétitifs sur le marché capitaliste¹³. »

Cette thèse a été approfondie par Mariano Féliz¹⁴, pour qui le *trueque* et les monnaies émises par les pouvoirs publics provinciaux à la fin des années 1990 et au début des années 2000¹⁵ sont le reflet d'une crise du système d'accumulation argentin adopté durant la convertibilité, qui s'est traduite selon lui par un effondrement de la puissance étatique nécessaire à la monopolisation de l'émission monétaire :

« La crise du capital en tant que relation sociale, la crise de la valorisation, s'exprimait comme de coutume à travers une crise monétaire. Cependant, c'était l'impossibilité de continuer avec la valorisation du capital sur la base [du régime de] la convertibilité [...] qui menaçait l'État. L'impossibilité de garantir la reproduction élargie du capital faisait disparaître la base matérielle [*sustento material*] de la puissance [nécessaire à] l'émission et la gestion de la monnaie étatique. Tant l'assiette de l'impôt que la légitimité de l'État-Nation pour monopoliser la gestion [*administración*] de la monnaie étaient en crise¹⁶. »

¹¹ J. L. Coraggio, « Las redes de trueque como institución de la economía popular », dans S. Hintze (dir.), *Trueque y economía solidaria*, op. cit., 2003 [1998], pp. 259-278. José Luis Coraggio est professeur d'économie à l'Universidad Nacional de General Sarmiento (province de Buenos Aires). Il dirige depuis 2002 le master en économie sociale de cette université et a largement contribué à faire de l'économie sociale et solidaire un objet de recherche légitime en Argentine.

¹² A. Roig, « La création d'une "monnaie éternelle". Genèse de la convertibilité en Argentine (1991) », dans F. Lordon (dir.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, op. cit., pp. 91-141.

¹³ J. L. Coraggio, « Las redes de trueque como institución de la economía popular », chapitre cité, pp. 261-262.

¹⁴ M. Féliz, *Pluralidad de monedas en la Argentina en crisis*, mémoire de master en sociologie économique, IDAES, Universidad Nacional de San Martín, Buenos Aires, 2003.

¹⁵ B. Théret et M. Zanabria, « Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations. Une approche de ses conditions de viabilité à partir de l'expérience argentine récente », *Economie et institutions*, 10-11, 2007, pp. 9-66.

¹⁶ M. Féliz, *Pluralidad de monedas en la Argentina en crisis*, op. cit., pp. 205-206.

En situant le *trueque* dans l'histoire récente de l'Argentine, et en insistant sur les contradictions du régime d'accumulation des années 1990, ces articles proposent assurément un regard plus riche que les travaux qui émanent des économistes du courant dominant. Leur analyse de la monnaie reste cependant superficielle, car ils ne s'intéressent ni aux pratiques ni aux institutions monétaires propres au *trueque* : sur ce point, ils ne font qu'évoquer les problèmes techniques liés à l'émission de *créditos* au prorata du nombre de nouveaux participants, qui permet difficilement d'ajuster la masse monétaire au volume des transactions¹⁷. Ils se caractérisent par un certain flou conceptuel, puisque le *crédito y* est présenté successivement comme « une monnaie dont la circulation est restreinte (à une communauté spécifique) », comme une « forme de monnaie », et enfin comme un « quasi-argent » (*casi-dinero*)¹⁸.

Le politique vu d'en bas : approches sociologiques et politistes

Les sociologues argentins, ainsi que plusieurs anthropologues et politistes, ont abondamment étudié le *trueque* entre 2000 et 2002. Leurs recherches donnent à voir une autre dimension du politique, vu d'en bas, à travers des enquêtes menées au plus près des participants : à l'opposé de la macro-échelle privilégiée par les travaux précédents, ils s'intéressent aux rapports de pouvoir et aux multiples formes d'engagement internes au *trueque*. En revanche, ils font peu de cas de la dimension monétaire du *trueque* en tant que telle, au-delà de quelques éléments de contexte généralement peu développés.

L'article qu'Inés González Bombal a consacré aux expériences du *trueque*¹⁹ a exercé une influence considérable sur cette littérature sociologique en définissant deux directions de recherche, qui ont ensuite été abondamment discutées. Sa première contribution a consisté, à partir d'une cinquantaine d'entretiens réalisés durant l'année 2000 dans la banlieue de Buenos Aires, à identifier le profil des participants au *trueque*. Pour cette auteure, le *trueque* représente une forme particulière de socialisation des « classes moyennes appauvries²⁰ », touchées de plein fouet par les réformes néolibérales mises en œuvre lors de la dernière dictature militaire (1976-1983), puis approfondies durant les années 1990. Dans leur écrasante majorité, au début de l'année 2000, les participants au *trueque* étaient ainsi des femmes qui cherchaient non seulement à compléter les revenus de leurs maris, mais aussi à donner un sens à leur appauvrissement en se construisant une nouvelle appartenance de classe grâce au *trueque*.

Les recherches menées à partir d'enquêtes réalisées au cours de l'année 2002 ont toutefois montré que la sociologie des participants au *trueque* s'est considérablement transformée avec l'approfondissement de la crise argentine, entre décembre 2001 et janvier 2002²¹. En effet, à partir de cette période, les secteurs populaires, qui s'en étaient auparavant maintenus à l'écart, l'ont massivement investi. Pour Mariana Luzzi²², l'origine de ce bouleversement s'explique pour partie par l'inégale répartition des effets de l'inflation qui a frappé le peso au cours de l'année 2002 (40 % par an). En effet, les participants les plus touchés ont été les femmes au foyer appartenant aux « classes moyennes appauvries », qui proposaient au sein du *trueque* des biens qu'elles confectionnaient elles-mêmes (pain, viennoiserie, *empanadas*, plats cuisinés, etc.) à partir d'ingrédients achetés en peso. Afin de se protéger contre l'inflation du peso, ces femmes ont eu

¹⁷ Voir notamment *ibid.*, pp. 175-200 ; et S. Hintze, A. Federico Sabaté et J. L. Coraggio, « Documento base de la Jornada nacional sobre trueque y economía solidaria », dans S. Hintze (dir.), *Trueque y economía solidaria*, op. cit., 2003, p. 22.

¹⁸ *Ibid.*, pp. 21-22.

¹⁹ I. González Bombal, « Sociabilidad en clases medias en descenso: experiencias en el trueque », dans S. Hintze (dir.), *Trueque y economía solidaria*, op. cit., 2003 [2000], pp. 279-317.

²⁰ Sur le concept de classe moyenne appauvrie, voir G. Kessler, « L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine », *Cultures & Conflits*, 35, 1999, pp. 71-93.

²¹ Cette période correspond au moment le plus critique de la crise argentine, marqué par la succession de cinq présidents de la République en quelques semaines, puis par l'abandon du régime de convertibilité.

²² M. Luzzi, « El trueque es el mismo para todos ? Dimensiones de la participación en la experiencia de los clubes de trueque », dans C. Acuna, E. Jelin et G. Kessler (dir.), *Políticas sociales y acción local: diez estudios de caso*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006, pp. 217-250.

massivement recours à des « prix mixtes », payables en partie en peso et en *crédito*, mais cette stratégie n'a pas porté ses fruits, les participants issus des secteurs populaires ne pouvant s'acquitter de la part de ces prix libellée en peso. Les femmes provenant de la « classe moyenne appauvrie » ont donc peu à peu délaissé le *trueque*, et celles qui ont continué à l'utiliser y ont vu un symbole de déclassement social plutôt qu'un moyen de réappropriation d'une identité collective²³. Pour les participants issus du monde populaire, le *trueque* représentait une « stratégie de survie » parmi d'autres (participation à des potagers communautaires, vente ambulante en pesos, collecte et recyclage de déchets, aides sociales, etc.) leur permettant de faire face tant bien que mal à la crise aiguë qu'ils traversaient²⁴.

L'article de González Bombal a eu par ailleurs une importance notable sur la littérature sociologique en distinguant quatre formes de participation au *trueque*²⁵. Le premier type d'engagement, qualifié de « projet alternatif », désigne les cas (rares) où la participation au *trueque* est vécue comme une alternative choisie par des acteurs proches des revendications idéologiques de ses fondateurs. Ce groupe est constitué par des « intellectuels », des « bohèmes », des femmes à la recherche de nouveaux espaces de sociabilité après le départ de leurs enfants du foyer familial, qui participent à une *feria* hebdomadaire et tentent de « réinventer le marché » sur des bases solidaires, à travers la valorisation des savoirs de chacun. Le deuxième type de participants s'efforce de « faire de nécessité vertu » : leur participation au *trueque* est une réponse à la dégradation de leur situation économique, mais elle est également un substitut à une identité sociale perdue ; elle leur permet d'aller vers une consommation plus « authentique », un mode de vie moins consumériste. Ce groupe est à la recherche de produits de première nécessité (alimentation, vêtements, nettoyage, etc.) et prend part à plusieurs *ferias* par semaine. Les deux derniers ensembles de participants, qui appartiennent aux « secteurs populaires », sont qualifiés par González Bombal de « pragmatiques », car leur engagement dans le *trueque* vise moins à redéfinir leurs trajectoires sociales qu'à maintenir un certain niveau de vie. Le *trueque* est perçu par eux soit comme un « travail », lorsqu'il est appréhendé comme le prolongement d'une activité professionnelle dans la sphère du peso (vente de vêtements, travaux de plomberie, d'électricité, vente ambulante, etc.), soit comme un « négoce », lorsque les biens ou services proposés sont sans rapport avec une activité professionnelle (dans le cas des femmes au foyer par exemple). Le *trueque*, à travers une forte rotation entre les *ferias*, joue un rôle central dans l'approvisionnement quotidien des foyers de ces deux groupes en quête des meilleurs prix. En distinguant quatre modes de sociabilité qui cohabitent, González Bombal montre que le *trueque* est un espace où se mélangent des groupes sociaux qui n'entretiennent habituellement pas de contact (des « classes moyennes appauvries » aux « pauvres structureaux »), et soulève la question de la reproduction ou non des mécanismes de différenciation sociale en son sein.

Francisca Pereyra et Stéphanie Drelon ont toutes deux apporté des éléments de réponse à cette question à travers les enquêtes qu'elles ont menées respectivement entre novembre 2003 et janvier 2004, et entre juillet et décembre 2003. Pereyra²⁶ l'aborde à l'aune du genre : en effet, bien que les revenus générés par le *trueque* permettent aux femmes de gagner en indépendance vis-à-vis de leurs conjoints et de leurs parents, elle estime que les inégalités de genre y sont reproduites, car la participation aux *ferias* ne remet pas fondamentalement en cause la division sexuée du travail ; elle s'inscrit dans le prolongement de leurs

²³ M. Ford et M. Picasso, « El trueque : representaciones sociales acerca de la pobreza, el trabajo y la identidad », communication au colloque *Las caras de la pobreza*, Buenos-Aires, 2002.

²⁴ F. Leoni, *Ilusión para muchos, alternativa para pocos. La práctica del trueque en los sectores populares*, mémoire de master en politique sociale, Universidad Nacional de General Sarmiento, 2003.

²⁵ Pour une discussion des typologies proposées par I. Gonzalez Bombal à partir d'enquêtes menées dès 2002, voir P.-O. Salles, « Entre survie et engagement politique, les avatars du projet militant du *trueque* argentin », dans J. Blanc (dir.), *Exclusion et liens financiers : monnaies sociales, rapport 2005-2006*, Paris, Economica, 2006, pp. 481-495 et L. Guémonet, « La diffusion et l'apprentissage de valeurs propres aux clubs de *trueque* », dans J. Blanc (dir.), *Exclusion et liens financiers...*, op. cit., pp. 467-480.

²⁶ F. Pereyra, « Exploring gender divisions in a community currency scheme : the case of the barter network in Argentina », *International Journal of Community Currency Research*, 11, 2007, pp. 98-111.

travaux domestiques, et les revenus que les femmes en obtiennent sont en moyenne plus faibles que ceux des hommes, l'absence de contraintes domestiques offrant en effet à ces derniers une plus grande mobilité et disponibilité. En reconstituant l'ensemble des pratiques de production, d'achat, de vente et de revente de participantes au *trueque*, Stéphanie Drelon²⁷ a pour sa part montré que le *trueque* tendait à exacerber les inégalités d'accès à la monnaie. En effet, une part considérable des gains monétaires obtenus grâce au *trueque* prend appui sur les différences de prix (nominaux et relatifs) entre les diverses *ferias* des banlieues sud de Buenos Aires, mais seules les participantes les plus mobiles sont à même d'en tirer profit. Ainsi les participantes les plus pauvres et les moins mobiles sont-elles contraintes de vendre à bas prix des articles peu recherchés localement, grâce auxquels d'autres participantes réaliseront une plus-value en les revendant dans d'autres *ferias*. Le *trueque*, ici, est traversé par des relations de pouvoir et a bel et bien une dimension politique²⁸.

Un dénominateur commun : la « fable du troc »

Par leurs axes de recherche, leur méthode et leur positionnement théorique, les trois ensembles de textes que je viens de présenter dessinent des approches clairement distinctes. A bien des égards, les sociologues et les économistes qui se revendiquent de Marx s'y opposent aux économistes néoclassiques, puisqu'ils mettent au jour des dimensions politiques du *trueque* ignorées par ces derniers. A l'exception des textes de Luzzi et Gonzales Bombal, ces trois ensembles de travaux n'en ont pas moins en commun une conception de la monnaie comme « médium des échanges » visant à dépasser les inconvénients du troc.

Ainsi, la fable du troc est déclinée de diverses manières par les sociologues qui ont étudié le *trueque*, par les économistes se réclamant de l'héritage de Karl Marx, et par les fondateurs du *trueque*. Les premiers s'intéressent peu au concept de monnaie, mais voient dans la fable du troc une réalité historique indiscutable, qui fait du troc la forme la plus primitive de l'échange :

« Le troc dans son sens primitif *était* un échange économique simultané dans lequel un bien ou un service *était* échangé directement sans usage de la monnaie. C'est ainsi que dans les sociétés de type traditionnel le troc a occupé une place centrale dans les relations sociales et économiques, car il n'existait pas de monnaie [*dinero*] ni de personne [entité] qui régule les relations d'échange comme le fait actuellement l'État²⁹. »

Pour certains économistes revendiquant l'héritage de Karl Marx, la référence au troc permet de dévoiler la nature profonde de la monnaie, qui peut être déduite de la forme la plus simple de l'échange marchand :

« Le mot "troc" désigne une ancienne forme d'échange de produits contre d'autres produits directement, sans utilisation de monnaie [*dinero*]. Pour que ce mécanisme fonctionne il est nécessaire que plusieurs conditions soient réalisées en même temps : 1) double coïncidence des besoins [...]; 2) simultanéité [...]; 3) équivalence des valeurs [...]. Ces conditions, qui limitent l'échange direct, sont résolues par l'utilisation de la monnaie [...]³⁰. »

²⁷ S. Drelon, *Le Club de troc de Roca Negra, une expérience particulière du troc en Argentine*, thèse de doctorat en anthropologie, Université Paris-Descartes, 2009.

²⁸ Voir également H. Saiag, *Monnaies locales et économie populaire en Argentine*, op. cit., chapitre 2.

²⁹ F. Leoni, *Ilusión para muchos, alternativa para pocos*, op. cit., p. 21 (je souligne).

³⁰ A.-L. Abramovich et V. Vazquez, « La experiencia del Trueque en la Argentina : otro mercado es posible », communication au colloque *Seminario de economía social*, Buenos-Aires, Instituto de Estudios y Formación de la CTA, 2 juillet 2003, p. 2.

Pour les fondateurs du *trueque* comme pour les économistes qui s'inscrivent dans l'héritage de Karl Marx, la référence au troc permet au contraire de distinguer le *crédito* de l'argent, sous sa forme capitaliste. Ainsi, la position de Féliz et de Coraggio est ambivalente : d'un côté, ils reconnaissent à la monnaie un rôle moteur dans l'accumulation capitaliste (ce qui rompt avec la vision classique de la monnaie comme un instrument neutre) ; de l'autre, alors même que la question du troc est étrangère à la théorie de Marx sur la monnaie³¹, ils associent le *crédito* à une « monnaie non capitaliste » qu'ils réduisent à un simple « médium des échanges », créé pour « éviter que chaque échange soit contraint par la dénommée “double coïncidence des besoins”³² ». Dans une perspective similaire, le discours des fondateurs du *trueque* associe le *crédito* au troc, opposé lui-même à la nature spéculative et injuste de l'argent³³.

Cette convergence, a priori banale, est symptomatique d'un retournement des conceptions savantes et du savoir populaire sur la monnaie. La « fable du troc » a été promue dès la naissance de l'économie classique, sous les plumes d'économistes de renom tels que Smith ou Turgot³⁴. Cependant, elle est restée cantonnée à une vision savante et minoritaire jusqu'au débat qui opposa Ludwig von Mises à l'école historique allemande au début du xx^e siècle³⁵. À cette occasion, von Mises a durement attaqué la conception de la monnaie comme « moyen de paiement » des dettes défendue par l'école historique allemande et l'institutionnalisme américain (notamment Commons), qu'il qualifie de « conception juridique » de la monnaie. Selon lui, cette approche ne peut satisfaire l'économiste, car elle met l'accent sur les implications juridiques des échanges (l'obligation d'honorer ses dettes), et non sur leur nature profonde : en effet, l'obligation d'honorer ses dettes ne peut être comprise indépendamment de l'acte de l'échange pris dans sa totalité (achat, dette et remboursement), car c'est le transfert d'un bien par le vendeur à l'acheteur qui est à l'origine de la dette que ce dernier doit acquitter. C'est pourquoi von Mises estime que « la monnaie ne devient moyen de paiement qu'en vertu de sa fonction de médium des échanges³⁶ ».

Les conceptions de la monnaie véhiculées par la littérature scientifique relative au *trueque* et par les fondateurs de cette expérience soulignent à quel point le débat sur cet objet s'est déplacé depuis les écrits de von Mises. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la victoire des économistes néoclassiques sur l'école historique allemande et l'institutionnalisme américain a érigé la « fable du troc » en un élément indiscutable du corpus de la « science économique ». Dans cette même période, les autres disciplines issues des sciences sociales ont cessé de disputer aux économistes néoclassiques le monopole du savoir légitime sur la monnaie, et ont progressivement intégré la fable du troc dans leur discours sur la monnaie. Chemin faisant, la fable du troc est donc passée du statut de savoir scientifique et minoritaire à celui d'un savoir de sens commun hégémonique, porté tant par les chercheurs en sciences sociales que par les participants au *trueque*, et à l'encontre duquel se dressent les recherches actuellement menées sur la monnaie par l'économie hétérodoxe, la sociologie et l'anthropologie.

³¹ Voir notamment les passages célèbres de la genèse de la monnaie proposée par Marx au début du livre 1 du *Capital* : K Marx, *Le Capital*, livre 1, Paris, Gallimard, 2008 [1867], pp. 109-238.

³² M. Féliz, *Pluralidad de monedas en la Argentina en crisis*, op. cit., pp. 148-149.

³³ Voir notamment le récit mythique de la fondation du *trueque* proposé par Carlos de Sanzo dans H. Primavera, H. Covas et C. de Sanzo, *Reinventando el mercado : la experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina*, Bernal (Argentine), Editorial del PAR, 1998, p. 11.

³⁴ J.-M. Servet, « Le troc primitif, un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie », *Revue Numismatique*, 157 (6), 2001, pp. 15-32.

³⁵ L. von Mises, *The Theory of Money and Credit*, New York, The Foundation for Economic Education, 1971 [1912].

³⁶ *Ibid.*, p. 69.

APPRÉHENDER LE *TRUEQUE* PAR LA MONNAIE : LES APPROCHES INSTITUTIONNALISTES

Un quatrième ensemble de travaux a porté un regard décalé sur le *trueque* en s'intéressant à la forme qu'y a prise la monnaie, sans référence au troc. Il s'agit d'un ensemble plus hétérogène que les précédents, auquel ont contribué une sociologue (Luzzi), un historien (Lacoste) et cinq économistes hétérodoxes, dont deux ont été recrutés par des organismes de recherche sur le développement à prétention ouvertement interdisciplinaire³⁷. Ces travaux échappent en grande part à la division du travail disciplinaire qui a été présentée plus haut : d'une part, Luzzi et Lacoste s'interrogent ouvertement sur le concept de monnaie ; d'autre part, les cinq économistes ne réduisent pas cette dernière à un médium des échanges.

Ces approches sont qualifiées d'institutionnalistes, en référence à l'institutionnalisme de John R. Commons et de Karl Polanyi ; elles insistent en effet sur le caractère historiquement situé, construit et contraignant des institutions qui étayent le processus économique, et voient dans la monnaie un rapport social susceptible de prendre des formes diverses dans le temps et dans l'espace. Prises ensemble, ces contributions offrent un regard neuf sur le *trueque*, dont elles donnent à voir les dimensions politiques de trois façons : elles insistent d'abord sur la diversité des institutions et des pratiques monétaires, ce qui pose, *in fine*, la question des alternatives aux institutions monétaires en vigueur et de leurs transformations souhaitables ; elles montrent ensuite, via l'analyse du rôle de l'inégal accès aux moyens de paiement dans l'exacerbation des stratifications sociales internes au *trueque*, combien celui-ci est traversé par des rapports de pouvoir ; enfin, elles rappellent que les expériences de *trueque* sont indissociables de la construction de microcommunautés politiques.

Le pluralisme monétaire

Dans la littérature relative au *trueque*, le pluralisme monétaire renvoie à la diversité des formes prises par la monnaie, à travers l'analyse de ses supports matériels, des unités de compte, ou des institutions qui président à l'émission monétaire. Gómez et Lacoste étudient le pluralisme externe au *trueque* en posant la question de l'articulation du *crédito* aux autres monnaies en circulation jusqu'au début de la décennie 2000³⁸. En s'appuyant sur les travaux d'Hector Noejovich³⁹, Lacoste montre que le pluralisme monétaire est en Argentine un phénomène récurrent, dans la mesure où le monopole étatique de l'émission monétaire y est régulièrement mis à mal. En effet, durant l'époque coloniale, de multiples monnaies ont été émises pour faire face aux pénuries chroniques de moyens de paiement émis par la couronne d'Espagne ; certaines furent même acceptées par le pouvoir colonial pour le règlement des impôts. De même, la dislocation de l'Empire espagnol s'est accompagnée d'une circulation massive d'espèces étrangères durant le *xix*^e siècle, puis de la circulation de diverses monnaies émises par des banques privées. La norme de l'unicité de la monnaie ne fut introduite qu'au moment de la création de la Banque centrale de la république Argentine, en 1935, mais elle a été remise en question par l'émission de monnaies fiscales provinciales lorsque le pays est sorti de la dernière dictature militaire, entre 1983 et 2003⁴⁰. Gómez prolonge cette analyse en

³⁷ Georgina Gómez à l'Institute for Social Studies de l'université Erasmus de Rotterdam, et Pepita Ould-Ahmed à l'Institut de recherche pour le développement.

³⁸ G. Gómez, « The "division of labour" between the monies of Argentina », communication au colloque *De-Teleologising History of Money and its Theory*, Paris, ENS, 2010 et P. Lacoste, « La crisis socioeconomica argentina y las respuestas sociales », *Revista Confluencia*, 1 (1), 2003, pp. 115-158.

³⁹ H. Noejovich, « Los usos monetarios y la segmentacion social : un ensayo diacronico sobre la historia monetaria del virreinato y la republica del Peru (siglos *xvi*-*xvii*, *xix* y *xx*) », dans H. Pujol, P. Fatjo et N. Escandell (dir.), *Cambio institucional e historia economica*, Barcelonne, Universidad Autónoma de Barcelona, 1996, pp. 81-112.

⁴⁰ Sur ce point, voir également B. Théret, « The Bodega, currency of the Argentinian province of Tucuman between 1985 and 2003 : a case of monetary complementarity caused by locality », communication au colloque *De-Teleologising History or Money and its Theory*, Institute of Advanced Studies on Asia, University of Tokyo, 15-16 février 2012 ; et B. Théret et M. Zanabria, « Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations », art. cité.

montrant que les monnaies qui circulaient au début de la décennie 2000 étaient complémentaires les unes des autres, car, prises séparément, aucune ne pouvait satisfaire l'ensemble des besoins monétaires de la population : les dollars états-unis étaient utilisés dans l'évaluation et le règlement des transactions aux montants les plus importants (logement et voiture notamment) ; le peso avait cours dans le règlement des impôts fédéraux et l'achat de biens de consommation courants dans les supermarchés et les commerces installés en ville ; les monnaies fiscales permettaient le règlement des impôts provinciaux et d'une partie des dépenses courantes ; les *créditos*, enfin, donnaient accès aux biens de première nécessité, d'usage journalier, et au montant unitaire le plus faible. Lacoste et Gómez voient donc dans le *crédito* le représentant moderne d'un phénomène récurrent, qui se distingue cependant des monnaies qui ont historiquement circulé en Argentine par le fait qu'il est émis depuis la « société civile », indépendamment des collectivités territoriales et des banques.

Gómez et Montillet mettent par ailleurs l'accent sur le pluralisme monétaire interne au *trueque*, en analysant l'organisation de différents réseaux d'ampleur nationale⁴¹. Alors que les approches fonctionnelles réduisent la diversité du fait monétaire à la diversité de ses supports matériels, ils insistent sur la multiplicité des règles d'émission monétaire propres au *trueque*. Pour ce faire, ils analysent les rapports de pouvoir entre les fondateurs du réseau, les coordinateurs des *ferias* et les habitués, en examinant de près l'architecture institutionnelle propre à chaque réseau.

Le RGT se caractérise par la centralisation extrême de l'émission monétaire et par son expansion sur l'ensemble du territoire argentin, acquise à travers un système standardisé d'émission de moyens de paiement facilitant la tenue de nouvelles *ferias* affiliées au réseau. Cependant, les mécanismes de contrôle de l'émission monétaire y sont presque totalement absents, puisque les participants peuvent s'inscrire à différentes *ferias* et percevoir ainsi plusieurs fois la somme de *créditos* distribuée à tout nouvel adhérent ; c'est pourquoi le RGT a été le premier réseau touché par la crise qui affecta le *trueque* en 2002. Le RTZO a également adopté une forme centralisée d'émission monétaire, mais il se distingue du RGT par une série de caractéristiques spécifiques : une extension géographique plus limitée, centrée sur l'ouest de l'agglomération de Buenos Aires ; un contrôle strict de l'émission monétaire, rendu possible par la mise en place d'un système informatique et administratif complexe évitant qu'une même personne ne s'affilie à plusieurs *ferias* à la fois ; des liens étroits avec certaines municipalités, qui se sont traduits par des accords permettant de régler les impôts municipaux en *créditos*. Enfin, en refusant « toute relation automatique et non conditionnée avec le marché⁴² », le RTS se différencie des deux autres réseaux par une décentralisation de l'émission monétaire adoptée au nom de la promotion d'une économie alternative. En effet, l'émission monétaire y a pris appui sur un découpage du territoire argentin en « zones⁴³ » regroupant chacune un grand nombre de *ferias*, ainsi que sur le partage des prérogatives relatives à l'émission des *créditos* entre les zones et une instance fédérale dénommée « Commission Interzonale » et composée de représentants des différentes zones. Chaque zone émettait sa propre monnaie, conformément au cadre défini par la Commission Interzonale, ce qui devait permettre aux monnaies émises par chacune des zones d'être acceptées sur l'ensemble du réseau. Aussi le modèle d'émission monétaire du RTS peut-il être qualifié de « fédéralisme monétaire⁴⁴ ».

⁴¹ G. Gómez, *Argentina's Parallel Currency: the Economy of the Poor*, Londres, Pickering & Chatto, 2009 et L. Montillet, « Et pour quelques *créditos* de plus... », dans J. Blanc (dir.), *Exclusion et liens financiers...*, op. cit., pp. 401-422.

⁴² *Ibid.*, p. 411.

⁴³ La taille de ces zones était variable. Leurs délimitations géographiques correspondaient tantôt à certaines provinces de l'Argentine, tantôt à des divisions internes à ces provinces (zones sud, ouest et nord de Buenos Aires).

⁴⁴ H. Saiag, « Le *trueque* argentin ou la question du fédéralisme monétaire », art. cité.

Monnaie et conflits : quel accès aux moyens de paiement ?

Les approches institutionnalistes ont également souligné que le *trueque* était traversé par des rapports de pouvoir, en portant une attention particulière aux conflits qui opposaient les différents réseaux les uns aux autres, et aux stratifications sociales nourries par l'inégal accès aux moyens de paiement. Ainsi, Lacoste⁴⁵ a pu avancer que les conflits entre les neuf réseaux provinciaux ou nationaux actifs au début de l'année 2002 dans la province de Mendoza étaient le reflet de luttes de pouvoir entre les représentants de différents partis politiques, ou de factions de ceux-ci, pour le contrôle du *trueque* afin d'entretenir leurs réseaux de clientèles. En se plaçant à un niveau d'abstraction plus élevé, Pepita Ould-Ahmed voit dans la formation de réseaux concurrents à l'échelle nationale d'émission de leur propre monnaie l'expression de « rivalités entre puissances monétaires privées », avec pour enjeu l'imposition de leur vision de la valeur (monnaie) dans un espace social et géographique le plus vaste possible⁴⁶.

Mais, surtout, Luzzi et Ould-Ahmed ont montré qu'il existait au sein du *trueque* de fortes inégalités d'accès aux moyens de paiement, qui ont accentué les inégalités sociales préexistantes⁴⁷. Pour Luzzi, la clé de cette asymétrie d'accès à la monnaie est à chercher dans la hausse des prix, au début de l'année 2002, des biens alimentaires libellés en peso. Afin de s'assurer de la possibilité d'acquérir à nouveau les matières premières nécessaires à l'élaboration de leurs produits, les producteurs(trices) de nourriture ont alors eu recours à l'établissement de prix mixtes (en peso et en *crédito*), ainsi qu'au paiement en nature (également connu sous le nom de *trueque directo* – littéralement « troc direct »). Dès lors, trois ensembles de moyens de paiement ont été utilisés dans le *trueque* : le peso, le *crédito*, et certains aliments. Trois ensembles structurés, pour Luzzi, selon une hiérarchie renvoyant aux rapports sociaux noués au sein du *trueque* : le peso, monnaie la moins abondante, se situe à son sommet, car il permet d'acquérir « tout ce que l'on vend dans le *trueque* » ; les *créditos* se placent quant à eux en bas, « étant donné qu'ils sont mieux distribués, mais moins susceptibles de permettre un quelconque achat » ; enfin, les aliments pouvant servir de moyens de paiement se situent « à mi-chemin », car leur pouvoir d'achat est « supérieur à celui des *créditos* [mais] ils constituent toujours un moyen de paiement beaucoup plus faible » que le peso⁴⁸.

Ould-Ahmed considère pour sa part que l'inégal accès aux moyens de paiement découle de l'existence même du *trueque*, et ce pour deux raisons : d'une part, parce que les participants ayant un accès privilégié au peso peuvent se procurer les biens les plus recherchés en dehors du *trueque*, et être ainsi en position de force pour négocier leur prix de revente lors des *ferias* ; d'autre part, parce que les « salariés des clubs [*ferias*] », chargés de maintenir la propreté des lieux et d'accueillir les participants, sont rémunérés en pesos ou en *créditos* : de ce fait, afin d'avoir accès à la monnaie, ils n'ont pas à effectuer le « saut périlleux de la marchandise » qui correspond chez Marx à la validation sociale de la production par sa vente.

Le *trueque*, encastré dans la construction de micro-communautés politiques

Enfin, plusieurs auteurs se revendiquant de l'institutionnalisme ont montré que le *trueque* était indissociable de la construction de micro-communautés politiques. La première pierre de cet édifice a été posée par Gómez et Plasencia⁴⁹, qui ont porté leur attention sur des expériences de *trueque* qui n'appartiennent pas à des réseaux d'ampleur nationale, à travers respectivement le cas du RTZO et d'une monnaie non

⁴⁵ P. Lacoste, « La crisis socioeconomica argentina y las respuestas sociales », art. cité.

⁴⁶ P. Ould-Ahmed, « Les formes du politique dans les "clubs de troc" en Argentine », *working paper*, Association Recherche & Régulation, 2008.

⁴⁷ M. Luzzi, *Réinventer le marché ? Les clubs de troc face à la crise en Argentine*, Paris, L'Harmattan, 2005, chapitre 3 et P. Ould-Ahmed, « Les formes du politique dans les "clubs de troc" en Argentine », art. cité.

⁴⁸ M. Luzzi, *Réinventer le marché ?...*, op. cit., pp. 122-123.

⁴⁹ G. Gómez, *Argentina's Parallel Currency : the Economy of the Poor*, op. cit., chapitre 6 et A. Plasencia, *La moneda para otra economía*, Buenos Aires, Imago Mundi, UNGS, 2012.

convertible émise dans la localité de Venado Tuerto⁵⁰. Pour ces deux auteures, le caractère circonscrit de ces émissions monétaires permet de stimuler l'activité économique à des échelons locaux en offrant aux ménages un débouché pour leur production domestique, à l'encontre des dynamiques territoriales impulsées par l'extrême centralisation de la politique monétaire alors en vigueur, qui se traduit par des pénuries monétaires chroniques dans les provinces périphériques⁵¹. Pour Plasencia, cette dynamisation de l'économie locale est d'autant plus forte à Venado Tuerto que le système monétaire adopté dans cette localité est directement inspiré des écrits de Silvio Gesell. En effet, la thésaurisation y est pénalisée afin de stimuler la circulation monétaire : ainsi, tous les quatre mois, l'ensemble des moyens de paiement est retiré de la circulation, puis réinjecté avec une décote de 5 %⁵².

Orzi⁵³ montre pour sa part que le *trueque* peut s'inscrire dans des projets plus larges de transformation des rapports sociaux, à partir du cas spécifique d'une « banque du temps » installée dans la petite ville touristique de Capilla del Monte (province de Cordoba)⁵⁴, indépendante des réseaux nationaux et provinciaux. Alors que la plupart des réseaux de *trueque* se limitent à l'émission de monnaies locales destinées à l'économie urbaine de la seconde main, l'expérience de Capilla del Monte tire son originalité des liens étroits qu'elle a tissés avec une école primaire promouvant une éducation alternative selon les préceptes des sœurs Cossetini⁵⁵ – caractérisés par le développement de la « conscience sociale de l'enfant » et la lutte contre l'« indifférence civique ». En effet, lorsque l'école fut créée, en 1997, les parents d'élèves ne disposaient pas de ressources monétaires suffisantes pour faire face au coût de son fonctionnement, un grand nombre d'entre eux étant alors sans emploi régulier. Ils décidèrent alors de financer l'école en partie en peso, en partie grâce à l'implémentation d'une monnaie locale, dénommée *cosseton*. Alors que le coût de fonctionnement de l'école s'élevait à 80 pesos mensuels par élève, il a été décidé de limiter la contribution mensuelle à 35 pesos. En contrepartie, les parents d'élèves se sont engagés à fournir à l'école l'équivalent de 45 *cossetones* mensuels par élève, soit en travaillant directement pour le compte de l'école contre une rémunération de 3 *cossetones* par heure, soit sous la forme de contributions en produits alimentaires ou d'entretien de l'habitat. Le personnel de l'école a, quant à lui, accepté d'être rémunéré en pesos et en *cossetones*, ces derniers lui permettant d'acquérir les produits alimentaires proposés par les parents d'élèves. Pour Orzi, le *trueque* donne à voir ici la constitution d'une communauté politique clairement délimitée spatialement (autour de l'école) et sociologiquement (les familles d'élèves et les personnels), car la banque du temps est indissociable du projet éducatif qu'elle permet de financer.

En s'appuyant sur le cas du RGT (principal réseau d'ampleur national), Ould-Ahmed⁵⁶ souligne cependant que le *trueque* est lié au politique même quand celui-ci ne peut être localisé, car il est impossible de fixer une fois pour toutes les limites de la communauté politique dans laquelle il s'inscrit. D'une part, loin de se cantonner aux enjeux strictement locaux, le *trueque* engage le personnel politique argentin dans son ensemble, puisque les fondateurs du RGT ont tenté durant l'année 2002 de faire reconnaître leur

⁵⁰ Venado Tuerto est une municipalité d'environ 70 000 habitants, située dans une zone agricole très fertile, dans le sud-ouest de la province de Santa Fé. Dans cette ville, le *trueque* est resté autonome par rapport aux réseaux nationaux et provinciaux.

⁵¹ J. Olivera, « Banca central, federalismo económico y constitución monetaria », *Nuevas Propuestas. Revista de la Universidad Católica de Santiago del Estero*, juin 1992, pp. 7-17. Sur les effets de dynamisation de l'économie grâce à la localisation de l'émission monétaire, voir J. Blanc, « A quoi servent les monnaies sociales ? », dans J. Blanc (dir.), *Exclusion et liens financiers...*, op. cit., pp. 31-41.

⁵² Cette diminution de la masse monétaire en circulation est contrecarrée par la création monétaire en vue de régler les salaires des personnes en charge du maintien de la propreté des *ferias*.

⁵³ R. Orzi, « Utopía, base material y valores en la Construcción de emprendimientos de la economía social y solidaria. El caso de la cooperativa escolar y banco de horas comunitario "Olga Cossetini" », dans A. Plasencia et R. Orzi (dir.), *Moneda Social y Mercados Solidarios*, Buenos Aires, Cicuss, p. 140.

⁵⁴ R. Orzi, « La experiencia de la cooperativa y banco de horas de trabajo Olga Cossetini », dans R. Orzi (dir.), *La moneda social como lazo social*, op. cit., 2012, pp. 239-257.

⁵⁵ Pédagogues argentines de la première moitié du xx^e siècle, les sœurs Cossetini ont promu l'« école sereine ».

⁵⁶ P. Ould-Ahmed, « Les "clubs de troc" argentins : un microcosme monétaire Credito dépendant du macrocosme Peso », *Revue de la régulation*, 7, 2010.

monnaie comme l'unique *crédito* légitime, en exerçant des pressions sur les représentants des pouvoirs législatifs provinciaux et fédéraux⁵⁷. D'autre part, le *trueque* renvoie au politique à travers ses dimensions symboliques et idéologiques, qui se laissent difficilement circonscrire géographiquement : dans le domaine du symbolique, les fondateurs du *trueque* ont cherché à enraciner la confiance dans le *crédito* en instaurant un « rapport de conversion au pair » avec le peso⁵⁸, ce qui revient, selon cette auteure, à subordonner le *crédito* au peso ; du point de vue idéologique, ces mêmes fondateurs présentent le *crédito* comme une alternative au peso, en faisant de ce dernier une monnaie excluante inféodée aux lois du marché, et du *crédito* une « monnaie abondante » au service de la réciprocité qui caractérise, selon eux, le *trueque*. Dans le cas du RGT, la communauté politique est donc fondée sur des valeurs et des rapports de pouvoir qui lui sont propres, plutôt que sur une délimitation géographique précise.

POUR DE NOUVELLES ALLIANCES : S'ÉMANCIPER DES FRONTIÈRES DISCIPLINAIRES

Les pages qui précèdent ont dessiné les contours de deux visions clairement distinctes de la monnaie, appréhendée tantôt comme un médium des échanges issus historiquement et conceptuellement du troc, tantôt comme une institution traversée par des rapports de pouvoir et d'autorité, susceptible de prendre des formes diverses dans l'espace et dans le temps. La distance qui sépare ces deux approches et l'adhésion que suscite la « fable du troc » chez certains sociologues, anthropologues et politistes pourtant critiques de l'économie néoclassique sont révélatrices de la prégnance de la division du travail disciplinaire en vigueur dans les sciences sociales. D'un côté, les économistes standards tentent de donner des gages de scientificité à une vision dépolitisée et instrumentale de la monnaie, sur la base de raisonnements hypothético-déductifs testés a posteriori à l'aide de techniques statistiques. De l'autre, la plupart des sociologues, des anthropologues et des politistes qui se sont intéressés au *trueque* ont incorporé dans leurs écrits la vision instrumentale de la monnaie développée par les économistes, tout en soulevant des questions qui échappent à ces derniers, telles que la sociologie des participants au *trueque* ou l'analyse des formes d'engagement en son sein. Cette absence de recul critique vis-à-vis de la définition de la monnaie comme un « médium des échanges » est paradoxale, dans la mesure où elle tend à dépolitiser la monnaie, alors que ces chercheurs s'efforcent de mettre au jour les dimensions politiques du *trueque*.

Par-delà leur diversité, les approches des économistes institutionnels examinées ci-dessus insistent sur diverses dimensions politiques de la monnaie, en s'émancipant de son image de « médium des échanges ». Ce faisant, elles occupent une place singulière dans le paysage disciplinaire, puisqu'elles répondent à une question primordiale pour comprendre l'économie (en tant qu'objet de recherche), tout en reprenant certaines préoccupations (tel l'accent mis sur les rapports de pouvoir) et techniques d'enquête (observation, entretiens et questionnaires) propres à la sociologie ou à l'anthropologie.

Sur le plan théorique, ces auteur(e)s se réfèrent presque tous aux travaux interdisciplinaires sur la monnaie impulsés en France il y a une vingtaine d'années par des économistes proches de l'école de la régulation, auxquels se sont joints des historiens et des anthropologues ayant de longue date inscrit la monnaie dans leurs propres recherches⁵⁹. Les premiers travaux de cette école se sont érigés contre

⁵⁷ Une proposition de loi a d'ailleurs été déposée en 2002, mais elle n'a donné lieu à aucune loi, du fait de la crise qui a touché le *trueque* en juillet-août 2002.

⁵⁸ Ce rapport a prévalu au début de l'expérience : rapidement, l'inflation du *crédito* a entraîné un décrochage des prix libellés dans les deux monnaies.

⁵⁹ Voir M. Aglietta et A. Orléan (dir.), *La Monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998 ; B. Théret (dir.), *La Monnaie dévoilée par ses crises*, Paris, Editions de l'EHESS, 2007 ; B. Théret, « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, 59 (4), 2008, pp. 813-841 ; et E. Bauman et al. (dir.), *L'Argent des anthropologues, la monnaie des économistes*, Paris, L'Harmattan, 2008. Mes travaux s'inscrivent également dans cette perspective.

l'idée que la monnaie découlait conceptuellement et historiquement du troc, en soulignant l'incapacité des théories économiques standards à prendre en compte la dimension holiste de celle-ci⁶⁰ (son rapport au pouvoir et à la communauté politique), et en proposant une théorie alternative, fondée sur l'étude comparée d'un grand nombre de systèmes monétaires disséminés dans le temps et dans l'espace. Au niveau le plus abstrait, ils appréhendent la monnaie comme un système d'évaluation et de règlement de dettes ; la monnaie renvoie en effet à des transactions par lesquelles le transfert d'un bien engendre la reconnaissance d'une dette évaluée dans une unité de compte spécifique, et qui sera réglée par un transfert réciproque de moyens de paiement.

Cette approche alternative insiste sur le rapport de la monnaie au collectif, à deux égards. En premier lieu, alors que la conception de la monnaie comme un « médium des échanges » suppose un rapport entre deux individus médiatisés par l'échange réciproque de biens de valeurs jugées équivalentes, elle en fait un rapport à la communauté qui l'accepte comme monnaie et sur laquelle les moyens de paiement constituent des créances qui seront honorées lorsque leurs détenteurs les utiliseront pour régler leurs propres dettes. Mais, surtout, elle outrepassa la notion de « médium des échanges », en ce que la monnaie est susceptible de médiatiser des rapports sociaux extrêmement contrastés : les dettes prennent en effet leur origine dans des transactions hétérogènes (transactions marchandes, transferts de type prélèvement-redistribution, don, etc.), et il existe une grande variété de modalités d'émission et d'accès aux moyens de paiement. Les monnaies apparaissent alors intimement liées aux valeurs constitutives des communautés politiques dans lesquelles elles s'insèrent, car c'est en leur sein qu'elles puisent leur légitimité : selon cette conception de la monnaie, pour être légitime, chacune des monnaies doit traduire ces valeurs dans son langage propre, à travers les modalités d'évaluation des dettes et d'accès aux moyens de paiement.

En confrontant ce programme de recherche au cas du *trueque*, les auteurs se revendiquant de l'institutionnalisme contribuent à mettre au jour les implications distributives des monnaies locales et les sources de leur légitimité, alors que ces dimensions sont généralement occultées en dehors des périodes de crises monétaires⁶¹. Le *trueque* constitue un objet privilégié pour ce type d'approche, puisque la grande variété des systèmes monétaires qui le composent permet de souligner l'hétérogénéité des rapports à la communauté politique dont la monnaie peut être vectrice. Ces apports sont considérables. Cependant, en se focalisant exclusivement sur l'analyse des pratiques et des institutions monétaires, ces travaux tendent, dans une certaine mesure, à isoler les dimensions politiques de la monnaie du contexte plus large dans lequel le *trueque* est immergé⁶². Ainsi, ils apportent peu d'éléments susceptibles d'éclairer le rapport des réseaux de *trueque* au personnel politique local et aux formes plus classiques de contrôle des personnes, aux activités menées par les participants au *trueque* en dehors de celui-ci, ou encore sur la manière dont le *trueque* transforme leur rapport à la monnaie. Au risque de grossir le trait, on peut avancer que les sociologues et les anthropologues qui se sont intéressés au *trueque* sont enclins à couper le politique de la monnaie, alors que les institutionnalistes tendent à réduire le politique à son expression monétaire. Pour ces derniers, le risque de cette posture, si elle devenait hégémonique, serait de contribuer à la création d'une nouvelle hypostase de la monnaie, qui en ferait non pas un principe divin de transformation des rapports sociaux en rapports marchands froids et mécaniques⁶³, mais le principe ultime de constitution des communautés politiques, ignorant de ce fait l'enchevêtrement des processus à l'œuvre dans ces dynamiques.

⁶⁰ Voir notamment A. Orléan, « La monnaie autoréférentielle : réflexions sur les évolutions monétaires contemporaines », dans M. Aglietta et A. Orléan (dir.), *La Monnaie souveraine*, op. cit., 1998, pp. 359-386.

⁶¹ Voir notamment B. Théret (dir.) *La Monnaie dévoilée par ses crises*, op. cit.

⁶² Cette critique vise particulièrement mes propres travaux, notamment H. Saiag, *Monnaies locales et économie populaire en Argentine*, op. cit.

⁶³ J. Cartelier, « The hypostasis of money : an economic point of view », *Cambridge Journal of Economics*, 31 (2), 2007, pp. 217-233.

Cette tendance à l'hypostase n'a rien d'inévitable. Elle doit beaucoup à la structuration des débats en économie, qui pousse les tenants de l'institutionnalisme à prendre le contrepied du courant dominant : il s'agit, dans ce cas, de souligner qu'en tant que rapport social la monnaie constitue, *par nature*, un rapport au politique, alors que les travaux fondateurs d'une approche interdisciplinaire en la matière insistent sur le besoin de situer les monnaies dans leur contexte social et historique afin de comprendre les ressorts de leur acceptation ou de leur crise⁶⁴. C'est pourquoi, afin d'éviter cette tendance malheureuse, je suggère d'approfondir l'interdisciplinarité qui caractérise l'approche institutionnaliste en renforçant les passerelles avec les sociologues et les anthropologues qui proposent un discours critique sur l'économie. Cela suppose de nouer des alliances au-delà des frontières disciplinaires, et de remettre en question le regard porté par chaque discipline sur ses objets de recherche. Pour les sociologues et les anthropologues, cela passera par une attention plus fine portée à la diversité des institutions et des pratiques monétaires, tout en cherchant à lier ces observations aux débats en cours sur le concept de monnaie.⁶⁵

Pour les institutionnalistes, une manière de s'émanciper des débats internes à la science économique pourrait être de rechercher le décentrement, à travers des techniques d'enquêtes favorisant la mise en contexte des pratiques et des institutions monétaires. Certes, les chercheurs dont nous avons discuté les travaux dans la troisième section de cet article ont fait preuve d'innovations méthodologiques notables au regard des techniques couramment utilisées en économie, puisqu'ils ont mené des enquêtes par entretiens et par observations, voire par questionnaires. Cependant, ils ont tous limité leurs recherches au domaine du *trueque*, en réalisant la plupart de leurs entretiens lors des *ferias* et en circonscrivant leurs observations à celles-ci. Une première piste consisterait à situer l'émergence puis la crise du *trueque* dans le cadre des transformations du capitalisme argentin, afin de mieux comprendre ce qu'a pu signifier sociologiquement le recours au *trueque* dans l'Argentine des années 1990 et 2000. Pour ce faire, la littérature historiographique, sociologique et anthropologique constitue un point de départ incontournable. Il serait cependant judicieux de compléter ces écrits par la reconstitution d'une histoire « par le bas », à travers la collecte d'histoires de vie de participants au *trueque*, car l'histoire « par le haut » tend à faire peu cas des conditions de vie des classes populaires.

La deuxième piste de décentrement, plus radicale, consisterait à mener des enquêtes par immersion, sur la longue durée, à l'instar de la pratique des anthropologues : cette technique d'enquête a l'avantage de ne pas restreindre le champ des investigations et d'être plus ouverte aux éléments qui n'entrent pas a priori dans les conceptions incorporées par le chercheur avant son entrée sur le terrain. Elle permettrait notamment de comprendre quelle place le *trueque* a pu occuper dans l'économie des maisonnées, en reconstituant les liens avec ses diverses sources de revenus. Mais aussi de saisir quelles sont les spécificités du *trueque* par rapport aux autres activités économiques des maisonnées, dans son rapport au genre, à l'espace et au temps, et la manière dont ces spécificités se traduisent dans les pratiques et les institutions monétaires⁶⁶. Suivre ces deux pistes déplacerait la focale, et permettrait ainsi de rendre compte du rôle de la monnaie dans l'enchevêtrement des processus à l'œuvre dans la constitution de communautés politiques.

⁶⁴ Voir notamment B. Théret (dir.), *La Monnaie dévoilée par ses crises*, op. cit.

⁶⁵ Durant les dernières décennies, on a observé un intérêt renouvelé pour les questions de monnaie. En anthropologie, voir notamment J. Parry et M. Bloch (eds), *Money and the Morality of Exchange*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, D. Akin et J. Robbins (eds), *Money and Modernity : State and Local Currencies in Melanesia*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1999 et J. Guyer, *Marginal Gains : Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Londres, The University of Chicago Press, 2005 ; en sociologie, V. Zelizer, *La Signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil, 2005 [1994], G. Ingham, *The Nature of Money*, Cambridge, Polity, 2004 et D. de Blic et J. Lazarus, *Sociologie de l'argent*, Paris, La Découverte, 2007. Cependant, ces travaux portent sur les pratiques monétaires sans interroger le concept de monnaie, à l'exception de l'ouvrage d'Ingham.

⁶⁶ Sur le rapport à l'espace, voir H. Saiag, « Le *trueque* argentin ou la question du fédéralisme monétaire », art. cit. Sur le rapport au genre, voir H. Saiag, « Une impossible libération ? Marché, genre et monnaie dans le *trueque* argentin », dans I. Hillenkamp et J.-M. Servet (dir.), *Le Marché autrement. Marchés réels et marché fantasmé*, Paris, Classiques Garnier, 2015, pp. 145-169.

Les pistes qui viennent d'être suggérées dans ces pages cherchent à émanciper quelque peu le regard porté sur la monnaie des enjeux propres au découpage disciplinaire du monde académique, afin d'être en mesure de mieux situer les débats relatifs à cet objet dans les enjeux politiques et sociaux plus vastes. Elles soulèvent implicitement la question de la place de la monnaie dans un projet plus vaste de démocratisation de l'ordre économique, à l'heure où l'Europe subit de plein fouet les conséquences politiques et sociales d'une monnaie prétendument coupée du politique. On ne saurait autrement souligner l'urgence d'une telle réflexion.

La monnaie face aux cloisonnements disciplinaires. Un plaidoyer pour une approche interdisciplinaire à partir des travaux sur le *trueque* argentin

Résumé

Cet article plaide pour un dépassement des cloisonnements disciplinaires afin de rendre compte des dimensions politiques de la monnaie, à partir d'une revue de la littérature dédiée à un ensemble de monnaies locales en Argentine, connues sous le nom de *trueque*. Il souligne dans un premier temps l'influence considérable qu'exerce la conception de la monnaie comme « médium des échanges » sur la littérature sociologique et anthropologique, alors que celle-ci tend à dépouiller la monnaie de ses attributs politiques. Il présente ensuite les apports de l'approche interdisciplinaire proposée par un groupe d'économistes hétérodoxes, de sociologues et d'historiens qui conçoit la monnaie comme un rapport social susceptible de prendre des formes diverses dans l'espace et dans le temps. Enfin, il propose deux pistes afin d'approfondir ce travail interdisciplinaire, de manière à rendre compte du rôle de la monnaie dans l'enchevêtrement des processus à l'œuvre dans la constitution de communautés politiques.

The challenge of money to disciplinary boundaries. A call for an interdisciplinary approach based on the literature on the Argentinian *trueque*

Abstract

This article calls for going beyond existing disciplinary boundaries in order to underline the political dimensions of money, based on a review of the literature dedicated to local currencies in Argentina, known as *trueque*. First, it shows that conceiving money as a “medium of exchanges” exerts a considerable influence on the sociological and anthropological literature, while this conception tends to depoliticize money. It then underlines the contributions of an interdisciplinary approach to money suggested by a group of heterodox economists, sociologists and historians, which conceives money as a social relation that takes different forms in space and time. Finally, I suggest two lines of inquiry that could allow this interdisciplinary approach better understanding the complex role played by money in the entangled processes that lead to the constitution of political communities

Mots clés

Anthropologie ; Argentine ; économie ; interdisciplinarité ; monnaie ; sociologie ; *trueque*.

Keywords

Anthropology ; Argentina ; economics ; interdisciplinarity ; money ; sociology ; *trueque*.